

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

Nº. CXII.

---

*Du Dimanche 1<sup>er</sup>. Novembre 1789.*

*Continuation des débats sur les biens ecclésiastiques.*

Nous en étions restés à l'opinion de M. l'abbé Maury, qui commença son exorde en disant, « qu'au delà de l'enceinte qui renfermoit tant d'excellens citoyens, il apercevoit la France, l'Europe & la postérité, qui jugeront les jugemens de l'assemblée nationale.

Après ce grand apperçu, l'orateur a attaqué M. Thouret & sa métaphysique, en disant qu'il faisoit traiter une question de propriété & de droit public, par les principes de la raison, par les élémens de la jurisprudence & les faits historiques, & non par ces suppositions romanesques de l'imagination qu'il appelloit la plus fine pointe de l'esprit.

« C'est pour dépouiller le clergé, disoit-il, qu'on a imaginé des sophismes éblouissans, dont les connoissances sont raisonnées, mais dont le principe n'est pas raisonnable. La généalogie de ce système métaphysique n'est pas nouveau pour moi; de lâches publicistes osèrent enseigner à Rome, le principe qui donnoit au roi le domaine de tous les biens, mais le peuple romain distingua la souveraineté de la propriété; & cette grande pensée préserva l'Europe d'un grand envahissement pendant quinze

Tome IV.



siècles. L'immoral chancelier Duprat crut qu'on l'avoit oublié ; il le représenta , mais ce système échoua. Il reparut sous le ministère de M. de Paulmi , mais le conseil proscrivit ce système comme digne de Machiavel ; en 1771 , M. le marquis de Ségur s'en déclara le partisan ; le feu roi l'en punit par son exil ; ce système , pros crit dans les cours , vint se réfugier dans l'encyclopédie , & c'est de là que N. Thourer l'a retiré avec cet appareil métaphysique qui lui sert d'escorte. On peut le voir à l'article fondation , dont M. de Mirabeau vient de vous lire un passage tout entier.

Voilà le progrès des idées développées contre le clergé ; mais l'origine en diminue le respect , & j'aime mieux réfuter un paragraphe de l'encyclopédie , que de lutter contre les talens de M. Thourer ».

Ce ton plaisant n'étoit pas fait pour convaincre , l'orateur l'a senti , & s'est mis à discuter la grande distinction de la propriété des corps & de celle des individus ; il disoit qu'il n'existoit de propriété qu'après la loi & par la loi. Pour appuyer son système , M. l'abbé Mauri a cité un passage d'Emile , qui établit le principe de la propriété sur le droit du premier occupant par le travail , c'étoit donc la singulière destinée de Rousseau , d'être cité par ceux même qui l'avoient persécuté , & ce qu'il y a de plus étrange encore , d'être invoqué par celui-là même qui , dans sa première motion sur les biens ecclésiastiques , avoit appelé l'auteur d'Emile , le perturbateur de sa patrie.

M. l'abbé Mauri invoquoit ensuite la possession du clergé , qu'il faisoit remonter à la conquête de Clovis. Les loix , disoit-il , ont respecté cette garantie primitive de nos conquérans. La puissance législative opposée à toute usurpation ne peut pas dépouiller , vous avez tous besoin de la garantie des loix pour conserver vos domaines , autrement leur tutelle dégénéreroit en oppression ; si vous êtes forts , c'est pour nous protéger ; vous êtes chargés de défendre les biens ecclésiastiques & non de les envahir. » On dit que nous



ne pouvons pas aliéner, cela est vrai pour le titulaire ; mais le clergé, autorisé par la loi, en a le pouvoir : nous nous souvenons, avec joie, de l'avoir exercé, ce droit d'aliénation pour la rançon de François I<sup>er</sup>, & pour les dettes de l'état sous Charles IX. Nous sommes d'ailleurs sans pouvoir pour défendre les biens ecclésiastiques ; nous sommes seulement chargés de réformer les abus ; si cette doctrine conquérante pouvoit prévaloir, il ne faudroit pas dire que les Germains sortirent des forêts de la Germanie, mais qu'on veut nous y ramener. Le despotisme en délire peut s'emparer de ce que les autres possèdent, mais le corps législatif ne doit pas être despote, sa force est dans sa justice.

Voudroit-on prendre nos biens comme des *épaves*, ou bien par droit de confiscation ? mais il n'est pas permis d'être l'héritier de ceux à qui l'on donne la mort. » C'est ainsi que Crébillon faisoit parler Rhadamiste ; il n'est pas étonnant qu'un grand littérateur connoisse ce beau vers :

» Ah ! peut-on hériter de ceux qu'on assassine !

De cette comparaison dramatique, M. l'abbé Mauri passoit à l'édit de 1749. « Le clergé, a-t-il dit, n'a pas toujours eu besoin d'une autorisation spéciale pour acquérir : au-delà du seizième siècle on n'apperçoit point de formes ; d'ailleurs, l'édit de 1749 n'a pas prononcé l'incapacité du clergé à être propriétaire ; il a voulu arrêter seulement les accapareurs des propriétés.

M. l'abbé Mauri a cherché à prouver ensuite que les mutations des titulaires des bénéfices équivaloient à un changement de propriétaires, que l'intérêt de la multitude s'allioit avec la possession des corps ; que les biens ecclésiastiques ne seroient point achetés au denier trente ; que les propriétés foncières peuvent seules garantir la stabilité du clergé ; de-là l'orateur a cherché à répondre à l'opinion que M. de Mirabeau avoit développée sur les fondations ; il a parlé ensuite de l'origine des bénéfices simples.



pour en condamner l'existence , ainsi que celles des monastères.

Il falloit une peroraison , & l'orateur l'a trouvée dans la dernière adresse de M. de Mirabeau. « Vous gémissiez , disiez-vous , de vous être vus tout à coup environnés de ruines , pourquoi voulez - vous les augmenter ? Est-ce en faisant sans cesse des victimes , que vous voulez opérer le bien public ? Vous êtes réduits à empêcher nos concitoyens de s'assembler ».....

Ici M. l'abbé Mauri a été fortement rappelé à l'ordre par plusieurs membres ; & certes ce n'est pas empêcher les citoyens de se réunir , que de s'opposer à ce qu'une commission de douze membres convoquent , sans la permission du roi , une assemblée de province en trois ordres.

M. l'abbé Mauri a repris la parole pour défendre le patrimoine des curés ; il étoit sûr de réussir en plaidant une aussi bonne cause , & cette tournure oratoire lui a donné la facilité d'achever.

« Pourquoi dépouiller les curés , disoit-il , qui ont au-dessus de douze cents livres ? Pourquoi spolier les curés riches qui assistoient les pauvres , les orphelins , & qui faisoient des avances aux laboureurs ? La France demande d'augmenter le sort des curés congruistes , & non d'appauvrir ceux qui ont une dotation plus opulente. Le plus terrible des despotismes est celui qui porte le masque de la liberté.

C'est sans doute pour se faire des parisans dans le clergé du second ordre , que l'orateur affectoit de défendre ses intérêts , car on ne peut penser qu'on puisse dépouiller cette magistrature religieuse si nécessaire , & dont la richesse n'est jamais stérile pour le pauvre comme celle des autres bénéficiers.

Il étoit naturel d'entendre M. Thouret pour répondre à l'attaque de l'orateur sacré. « M. l'abbé Mauri m'a fait l'honneur de me distinguer pour me combattre , a-t-il dit ,



J'ai brigué celui de lui répondre ; il m'a reproché des ressources oratoires , & si mon discours a quelque mérite , ce n'est pas celui-là. S'il falloit disputer du mérite d'arranger des phrases pour créer des principes , & pour produire de grands mouvemens dans un autre sens , l'honneur en resteroit à M. l'abbé Mauri. Il n'a pas effleuré le principe dans son antipatriotique discours , ma motion a deux propositions fondamentales.

1°. La nation a droit de porter le décret proposé.

2°. L'intérêt social exige que ce décret soit porté.

Si ces propositions sont vraies , le décret est nécessaire ; on dit , la nation n'a pas le droit de violer la propriété ; ce mot est imposant quand on l'objecte , mais ici c'est un sophisme ; il n'y a pas de violation de propriété , quand la nécessité du bien public l'exige ; quant à la propriété , le clergé ne possède pas par indivis ni en commun ; la propriété ne réside pas non plus dans les églises particulières. Qu'est-ce qu'une église , si on ne l'entend pas comme la communion des fidèles ; c'est un être purement idéal , une conception légale , à qui l'on a permis de donner & de recevoir.

Le clergé répugne à ce qu'on lui paye un salaire ; mais ne réduit-on pas tous les jours le service , quand le revenu est insuffisant. Je reviens au fonds , en distinguant les corps des individus , quant à la propriété , & je soutiens contre M. l'abbé Mauri qu'il y a des propriétés avant la loi. Les individus ont en effet des facultés naturelles , & les droits propres , indépendans de la loi. Le droit de propriété est de ce nombre ; il suffit de lire l'article II de la déclaration des droits ; or , les hommes ne se rassembrent que pour s'associer la force & pour régler l'exercice des propriétés ; les corps fictifs n'ont ni existence , ni facultés avant la loi ; ils n'existent point par eux-mêmes , mais par la loi , ils sont donc à la disposition de la loi.

« Les corps ne sont que des instrumens fabriqués par

B b



la loi pour en tirer quelque bien public, & la loi donne à ces corps la faculté de recevoir des propriétés; mais que fait l'ouvrier quand son instrument n'est pas propre à l'ouvrage auquel il l'avoit destiné? il le brise, il le modifie; voilà la véritable image des corps dans la société. Il me paroît clairement que M. l'abbé Mauri a tourné autour du point central sans aller au but, & c'est-là un abus de son talent oratoire.

Après cette réfutation, M. Thouret dit que son projet n'étoit pas fait en finance, mais en constitution; qu'il étoit essentiel d'établir la maxime dans l'intérêt du clergé & de la nation; il a proposé de décréter le principe dont la nation devoit recueillir le résultat, mais s'en rien préjuger sur l'emploi des biens.

Les débats devoient être continués le lendemain.

### *Séance d'hier.*

Nous ne saurions passer sous silence un don patriotique d'une année de pension de trois mille livres, fait par M. de la Motte Piquet, lieutenant-général des armées navales. C'est servir doublement sa patrie que de lui offrir sa vie & sa fortune.

Il n'y a eu de remarquable parmi les adresses que celles de la ville de Saint-Marcellin en Dauphiné, par laquelle ces bons citoyens annoncent qu'ils ont défendu à leurs députés de se rendre à l'assemblée de la province, jusqu'à ce qu'elle soit autorisée par l'assemblée nationale & par le roi.

Après la lecture du procès-verbal, les débats sur les biens ecclésiastiques ont été repris avec une solennité digne de l'importance de la question agitée. Ceux qui calomnient les vues de l'assemblée nationale, relativement à la spoliation des titulaires vivans, devroient ne pas oublier qu'il ne s'agit que de la déclaration d'un principe constitutionnel, principe qui peut influer de la manière la plus directe sur la destruction des ordres & des abus de



la répartition des richesses ecclésiastiques. On n'a point agité la question des propriétés usufruitières ; c'est alors sans doute que l'assemblée nationale , dirigée par les principes de la justice éternelle des nations , saura imiter l'exemple que la Pologne a donné à l'Europe.

Si le despotisme reprend tout pour tout dévorer , une nation ne reprend que pour mieux répartir les bienfaits , & pour conserver les propriétés viagères acquises sous l'empire de la loi.

Il étoit réservé à M. le duc de la Rochefoucault de faire sentir ces vérités , de réclamer en faveur des titulaires vivans , & de venger en même temps la mémoire & les principes d'un des plus vertueux & plus habiles ministres qu'ait eu la France , & dont le génie avoit besoin d'une assemblée nationale pour exécuter ses grandes conceptions sur la féodalité , sur les dîmes & sur les domaines du clergé.

Si j'ai demandé la parole sur l'ordre du jour , a dit M. de la Rochefoucault , ce n'est pas pour l'interrompre , mais seulement pour vous observer que la question qui vous est soumise a été discutée avec étendue & profondeur pendant six séances tant à Versailles qu'à Paris ; que la France en attend avec impatience la décision , & que cette décision intéresse le plus peut-être ceux qui semblent la craindre.

Je ne dirai rien sur le principe de *la propriété des biens du clergé* qui me paroît avoir été suffisamment traité ; mais j'attirerai votre attention sur un autre principe collatéral à celui-là , & sur lequel les préopinans me semblent ne s'être pas assez expliqués. Un grand ministre dont le nom prononcé hier avec respect , a été très-indécemment relevé ; M. Turgot de qui je me fais toujours gloire d'avoir été le disciple & l'ami , bien convaincu que la nation peut disposer des biens de tous les corps qui n'existent que par sa volonté , M. Turgot , Messieurs , étoit également convaincu que la jouissance usufruitière appartenoit aux titulaires actuels , &



que le droit public, les loix positives & la foi publique, la leur assuroient, à la déduction seulement des charges tant publiques que particulières, dont ces sortes de biens peuvent être tenus. Un état de qui la France auroit dû plutôt être le modèle que l'imitatrice, la Pologne, qui vient cette année même de prononcer un décret semblable à celui qu'on vous propose, a conervé les droits des titulaires actuels.

Je n'examine point le plan des finances proposé par M. l'évêque d'Autun; lorsqu'il sera soumis à la discussion, j'aurai mon avis, & peut-être penserai-je que la vente des biens ecclésiastiques ne doit être faite qu'à mesure des extinctions, & qu'en économie politique comme en finance, cette opération faite successivement sera préférable à une vente totale & simultanée des biens du domaine & ecclésiastiques : mais aujourd'hui je dois me borner à vous proposer de décréter le principe, *de la propriété des biens du clergé*, & à solliciter votre sagesse, & sur-tout votre justice, pour le principe, *du droit des titulaires actuels* : j'aurai donc l'honneur de vous proposer la motion suivante :

« Que l'assemblée statuera aujourd'hui sans désenparer l'objet de la discussion actuelle. Et j'adopte la motion telle qu'elle vous a été présentée par M. Thouret, en vous proposant d'y ajouter :

1°. Que le traitement des curés, outre le logement & le jardin, sera au moins de douze cents livres, évaluées en grains au prix moyen depuis dix ans.

2°. Que le taux numérique de ce traitement augmentera par la suite à proportion de l'augmentation du prix des grains.

3°. Qu'à l'égard des évêques & autres bénéficiers, si la vente des biens ecclésiastiques étoit ordonnée avant l'extinction des titulaires actuels, il sera fixé à ces titulaires un traitement honorable & proportionné tant à l'importance des fonctions, qu'à la valeur de leurs bénéfices.



4°. Que tous les ordres religieux seront incessamment supprimés.

5°. Que les religieux & religieuses recevront une pension convenable & proportionnée aux facultés de leurs ordres, & qu'il sera assigné des maisons où ceux & celles qui voudroient continuer à vivre en commun pourront se réunir.

6°. Qu'aussi-tôt ce décret rendu, l'assemblée ordonnera que les scellés soient mis sur tous les chartriers ecclésiastiques.

M. l'abbé Jallet voyoit sa question agitée sous un autre rapport, sous celui de la souveraineté nationale; il semble, en effet, que, d'après cette idée, la nation n'avoit aucun besoin de contester la propriété au clergé, ni de la réclamer pour elle, si elle vouloit agir comme souverain.

« La qualité de propriétaire, disoit, ce curé, ne s'allie pas avec la qualité de souverain; il ne doit pas être propriétaire; mais il peut prendre en dédommagement celui qu'elle prive de sa propriété; c'est par le même principe qu'il peut s'occuper de l'emploi de ses biens d'une manière plus avantageuse & plus utile; mais il est nécessaire sur-tout de s'occuper des curés congruistes; je fais, qu'à compter du premier janvier, les décimateurs veulent refuser le paiement de la portion congrue: il ne faut pas laisser incertain le sort des ministres; il faut supprimer les établissemens inutiles, qu'il est aussi impolitique qu'immoral de laisser subsister ». Il a proposé en conséquence un projet de décret en six articles, parmi lesquels on a applaudi celui qui tendoit à la suppression des chapitres nobles, dont l'institution est contraire aux principes de l'égalité établie par la constitution.

M. l'archevêque d'Aix a déployé une éloquence agréable dans un discours où il a présenté en trois points le droit des églises, l'intérêt de la nation & les devoirs du clergé; il disoit que tous les titres favorables à la propriété



du clergé se réunissoient en sa faveur, la prescription, le travail, la bienfaisance & la charité; il a attribué la propriété aux églises qui peuvent posséder comme les hôpitaux. « La nation, a-t-il dit, peut interdire à l'église le droit d'acquérir de nouvelles possessions, mais elle ne peut lui donner un effet rétroactif ». Il a fait sentir ensuite les inconvéniens de la vente des biens ecclésiastiques; il la regardoit comme une sorte de confiscation nationale qui entraîneroit la ruine totale par la stagnation des propriétés. Des capitalistes feront des fournitures pour acheter tous les biens du clergé, & ce sera de nouvelles spéculations pour l'agiotage; le temps est un des élémens nécessaires pour opérer de grandes révolutions, la régie seroit une source de frais & d'abus. .... Nous ne suivrons pas le prélat dans le développement qu'il a donné aux devoirs du clergé, ils sont connus; le premier est de venir au secours de l'état, quand il est en péril.

M. l'archevêque d'Aix a annoncé une opinion qui a été entendue avec intérêt, quand il a proposé de donner 1500 liv. aux curés congruistes, & 600 liv. aux vicaires, mais on a été étonné de ne pas trouver cette disposition dans les neuf articles du projet de décret qu'il a lu.

M. Péthion de Villeneuve trouvoit le discours de M. l'archevêque d'Aix plus séduisant que profond, & que le principe discuté y avoit été oublié; il disoit que tous les biens du clergé n'avoient pas une source également pure; il a cité les fondations faites dans des temps de barbarie & de superstition; ces fondations lui paroissent blesser les principes de la morale & de la religion relativement aux prières particulières. « L'éternel, disoit-il, embrasse également tous les hommes; faut-il que le riche jouisse encore de ses richesses dans le tombeau, par des prédications personnelles dans les prières ». M. Péthion reconnoissoit tous les titres de fondation à un point central, c'est qu'elles sont faites pour l'état, & à la décharge de l'état. Il a



prouvé ensuite que la fondation en fonds de terre n'étoit pas plus nécessaire au clergé qu'à la magistrature & au militaire. « Il eût été utile même que le clergé n'eût jamais été doté; ce sont ses immenses richesses qui ont corrompu ses mœurs » . . . . On a crié à l'ordre dans quelques parties de la salle, mais M. Fréteau qui tenoit la présidence pour M. Camus, a dit: que lorsque quelqu'un répétoit ce qui étoit écrit dans tous les livres, il n'étoit pas reprehensible, & que lui-même venoit de lire dans d'*Héricourt*, les mêmes paroles dont M. Péthion s'étoit servi.

M. Péthion ayant repris la parole, a prouvé de plus fort le principe de la propriété en faveur de la nation; mais il croyoit que l'aliénation actuelle de tous les biens, seroit une convulsion dangereuse; « il faut agir, comme le temps, avec une sage lenteur, disoit-il, & vous ferez une opération juste & durable ».

M. l'évêque de Nîmes, après avoir rendu hommage à l'observation de M. Péthion, sur le danger des richesses pour le clergé, a essayé de prouver que les biens ecclésiastiques appartenoient en propriété aux églises particulières; que le souverain domaine & la surveillance appartenoient à la nation & au roi; l'administration & la jouissance aux titulaires. Il réclamoit fortement l'administration des autels & du bien des pauvres, & il proposoit l'établissement d'une *caisse de religion* confiée à l'archiprêtre ou doyen pour tous les curés du doyenné, lesquels, sous l'inspection des synodes diocésains, régleront l'emploi des fonds de cette caisse destinée aux frais du culte & au soutien des pauvres.

M. l'abbé de Montesquiou a parlé le dernier sur cette importante question; il a cherché à établir, par un très-long discours, que le clergé avoit pour lui le titre original & la possession de dix siècles, pendant lesquels il a aliéné, hypothéqué, changé & traité de mille manières.



Il a rappelé les deux époques de notre histoire, où l'amiral de Coligni & le chancelier Birague propofoient l'aliénation des biens du clergé ; mais les temps font auffi chargés que les circonstances ; & les vrais principes des sociétés politiques font mieux connus. M. l'abbé de Montesquieu a réfuté enfuite comme objections les principes posés pour établir la propriété de la nation ; nous ne le suivrons pas dans tous ses détails, qu'il a développés avec beaucoup de talent.

On a demandé d'aller aux voix ; il étoit déjà plus de quatre heures. M. de Mirabeau a demandé l'ajournement à lundi. M. d'Estournel vouloit qu'on ajournât les questions jusqu'après l'établissement des assemblées provinciales. Quelques députés des provinces septentrionales ont demandé d'être entendus ; & l'assemblée a cru devoir , à cause de l'importance de la question , accorder l'ajournement demandé pour lundi. Encore deux jours, & la grande question du clergé sera vraisemblablement jugée.

### A V I S.

*N. B.* MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement a fini au cent - vingtième numéro , font priés de renouveler , & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal, n<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 l. 10 s. , franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne feroient pas reçues.